

JEAN-MARC ROUILLAN DOIT ÊTRE LIBÉRÉ IMMÉDIATEMENT ET DÉFINITIVEMENT ! ET IL A TOUTE SA PLACE DANS LE NPA !

Partie prenante du processus pour un nouveau parti anticapitaliste (NPA) depuis son lancement, le Groupe CRI déclare sa *totale solidarité avec Jean-Marc Rouillan*. Aucun démocrate ne peut accepter la suspension, suite à l'interview qu'il a accordée à *L'Express* le 1^{er} octobre, du régime de semi-liberté dont il bénéficiait depuis décembre 2007. Au contraire, il s'agit aujourd'hui de se battre pour sa libération immédiate et définitive, et pour la restitution de tous ses droits civiques et politiques. La solidarité de l'ensemble des militants, comités et composantes du processus NPA avec le camarade Jean-Marc Rouillan doit être d'autant plus inconditionnelle qu'il est de fait le premier militant du NPA à subir la répression de l'État bourgeois.

L'État, les partis et les médias bourgeois s'acharnent contre le camarade Jean-Marc Rouillan et s'en prennent à travers lui au NPA

La « Justice » bourgeoise (en l'occurrence le parquet de Paris) l'accuse d'avoir sous-entendu qu'il n'avait aucun regret pour les assassinats de patrons commis à la fin des années 1970 et au début des années 1980, lorsqu'il était militant d'Action directe. *C'est un scandale : non seulement on lui interdit de s'exprimer librement, mais on va jusqu'à interpréter ses silences et on voudrait le forcer à se repentir !*

La sanction judiciaire est extrêmement grave : le régime de semi-liberté dont il bénéficiait depuis décembre 2007 a été suspendu jusqu'au 16 octobre et pourrait l'être au-delà ; cela compromet en outre sérieusement ses chances de libération conditionnelle à laquelle il est en droit de prétendre en décembre prochain. *Il s'agit donc d'un véritable acharnement de l'État bourgeois contre un militant qui a déjà passé 21 ans derrière les barreaux, dans des conditions intolérables.*

Les médias, les partis de droite et le PS ont saisi l'occasion non seulement pour cracher leur haine contre Jean-Marc Rouillan, mais aussi pour faire pression sur la LCR et le NPA, par un triple amalgame entre anticapitalisme et terrorisme, entre terrorisme et lutte armée en général contre le patronat et l'État bourgeois et enfin entre lutte armée groupusculaire contre des bourgeois individuels et violence révolutionnaire des masses contre le système capitaliste et l'État bourgeois en tant que tels. *Les médias et partis bourgeois expriment ainsi leur crainte que se constitue une véritable force anticapitaliste et révolutionnaire qui mette en cause radicalement le système et l'État bourgeois. Ils exigent donc que la direction de la LCR fournisse des gages pour que le futur NPA soit un parti pacifiste et électoraliste, en un mot réformiste.*

Au lieu de soutenir inconditionnellement Jean-Marc Rouillan, la direction de la LCR condamne ses propos et met en cause sa place dans le NPA

Entre autres, François Hollande s'est dit choqué, dès le 1^{er} octobre en début d'après-midi, par l'interview de Jean-Marc Rouillan dans *L'Express* et a demandé à Besancenot de se débarrasser de cet allié encombrant. Or, quelques heures après, la direction de la LCR publiait un communiqué inadmissible, capitulant à l'évidence sous la pression politique et médiatique de la bourgeoisie. En effet, tout en se prononçant certes contre la réincarcération de Jean-Marc Rouillan (ce qui est bien la moindre des choses, après 21 ans de prison !), la direction de la LCR écrit : « *Il a demandé son adhésion au NPA. Du point de vue de la LCR, il avait sa place dans ce nouveau parti à partir du moment où il renonçait à ses actions du passé.* » Si l'on comprend bien, la direction de la LCR met en cause désormais l'adhésion de Jean-Marc Rouillan au NPA : *avant* l'interview à *L'Express* qui est la cause du communiqué de la LCR, il « *avait sa place dans ce nouveau parti* » (on se rappelle sa rencontre en ce sens avec Besancenot au printemps) ; mais, *maintenant*, il ne l'aurait plus ? !

Qu'a donc déclaré Jean-Marc Rouillan ? S'est-il prononcé pour le capitalisme ? S'est-il prononcé contre l'indépendance à l'égard des institutions et du PS ? Bref, a-t-il enfreint d'une quelconque façon les lignes directrices élémentaires qui, en l'absence de programme à ce stade, servent de base au processus NPA (l'appel du congrès de la LCR et la déclaration de la réunion nationale des comités NPA des 28-29 juin) ?

Non, il n'a rien déclaré qui soit contraire à ces textes. *La direction de la LCR n'a donc aucune légitimité pour mettre en cause la place de Jean-Marc Rouillan dans le processus NPA*, avec le droit total d'y défendre les idées qu'il souhaite dans le cadre du débat démocratique jusqu'au congrès de fondation, et au-delà sur la base du futur programme et des futurs statuts. De même qu'elle n'a pas le droit d'exclure ou de faire exclure des militants CRI pour délit d'opinion révolutionnaire¹. Il est décidément du devoir de tous les militants et comités NPA, et de tous les militants de la LCR elle-même, d'intervenir en défense de la démocratie au sein du processus NPA, à commencer par le droit d'expression et le pluralisme.

D'ailleurs, force est de constater que, si elle se permet d'exiger de Jean-Marc Rouillan qu'il « *renonce à ses actions passées* », la direction de la LCR ne demande en revanche pas la même chose à Clémentine Autain, ex-maire-adjointe de Bertrand Delanoë, c'est-à-dire co-responsable de la politique menée entre 2001 et 2008 au service des spéculateurs immobiliers et des bourgeois parisiens ! Clémentine Autain peut certes participer elle aussi aux discussions dans le cadre du processus NPA si elle le souhaite (le débat sur le rapport exact aux institutions ne pouvant être tranché avant le congrès de fondation) ; mais force est de constater que, pour la direction de la LCR, il y a décidément deux poids et deux mesures !

D'ailleurs, la même Clémentine Autain a annoncé son refus de venir au NPA si Jean-Marc Rouillan y reste. De même, suite au communiqué de la LCR, Christian Picquet, membre du bureau politique de la LCR (tendance minoritaire), n'a pas hésité à déclarer expressément que « *Rouillan n'a pas sa place au NPA* » (*Journal du dimanche*, 5 octobre). En revanche, les responsables des comités NPA de Marseille, auxquels participait Jean-Marc Rouillan depuis plusieurs mois, ont assuré qu'il en restait membre. Quant aux porte-parole de la LCR, notamment Olivier Besancenot et Alain Krivine, ils martèlent l'axe du communiqué en exigeant de Jean-Marc Rouillan qu'il « *renonce à ses actions passées* » s'il veut être admis au NPA, s'octroyant le droit d'édicter des critères et des conditions d'appartenance au futur parti alors même qu'il n'est pas encore fondé et que la discussion sur les statuts commence à peine au sein des comités ! Pourtant, ils conviennent eux-mêmes que Jean-Marc Rouillan n'a en aucun cas exprimé la volonté de reprendre les activités d'Action directe. *Leur condamnation des propos qu'il a tenus dans son interview à L'Express ne peut donc signifier rien d'autre qu'une inadmissible exigence d'auto-critique et/ou une condamnation de la violence révolutionnaire en général.*

<p style="text-align: center;">Les propos de Jean-Marc Rouillan dans <i>L'Express</i> relèvent totalement du libre débat entre anticapitalistes révolutionnaires : il faut en discuter dans le cadre du NPA</p>
--

Bien évidemment, tous les marxistes du mouvement ouvrier organisé depuis Marx refusent catégoriquement la ligne de la violence armée individuelle contre des patrons individuels, car c'est une impasse désespérée, un renoncement à l'auto-organisation et à la mobilisation des masses, seules capables de mener la lutte de classe et la révolution. Mais force est de constater que *les déclarations de Jean-Marc Rouillan dans L'Express sont, en revanche, parfaitement raisonnables pour tout révolutionnaire digne de ce nom.*

D'une part, dans les propos incriminés par la « Justice » bourgeoise, il a le courage de dénoncer l'État bourgeois, qui le laisserait s'exprimer « *s'il crachait sur tout ce qu'[il] a fait* », mais qui, comme il s'y refuse, lui interdit de s'exprimer sur son propre passé militant, sur ses idées d'autrefois. Il ajoute à juste titre que cette interdiction, précisément, l'« *empêche (...) de tirer son vrai bilan critique* », notamment d'en discuter librement avec d'autres militants révolutionnaires, comme il devrait pouvoir le faire en particulier dans le cadre du processus NPA.

D'autre part, l'essentiel des propos de Jean-Marc Rouillan dans son interview constituent en réalité une véritable contribution au débat pour le NPA, qui n'a rien à envier à celles de la direction de la LCR :

- Il défend à juste titre l'idée que le « *formidable élan* » du processus NPA, même s'il pourra utiliser les élections, ne doit surtout pas déboucher sur un parti électoraliste, sous peine de devenir « *un nouveau PC ou un simple élargissement de la gauche plurielle* » ; mais ce dont on a besoin, c'est d'un parti révolutionnaire, non seulement avec le mot « révolution » dans son nom (le contraire serait une « *démission* », dit Rouillan), mais qui n'oublie pas le « *marxisme* », qui politise les couches populaires contre la « *pression médiatique terrible* » et qui prépare réellement l'« *affrontement* » et la « *globalisation de l'affrontement* » avec « le

¹ Cf. sur le site <http://groupecri.free.fr> le dossier intégral de l'exclusion de deux militants CRI par la LCR de Paris 5^e-13^e et ses alliés, ainsi que la circulaire interne du Bureau politique de la LCR expliquant à ses militants que le Groupe CRI n'aurait « *pas sa place dans le processus NPA* ».

- gouvernement, avec la bourgeoisie* », avec le « système » ; bref, un parti de combat, un instrument pour les luttes quotidiennes des « *pro-lé-taires* », qui soit capable de « *porter le conflit jusqu'à l'affrontement* » ;
- Rouillan souligne de façon très pertinente que « *l'État* », lui, « *se prépare [à l'affrontement] avec des programmes contre-insurrectionnels qui vont jusqu'à l'utilisation de drones* » ; et il pose une question décisive : « *Que fera-t-on, à ce moment-là, en tant que révolutionnaires ? Appeler à voter Besancenot ou amener d'autres pratiques ?* »
 - Sa réponse est la suivante : « *En tant que communiste, je reste convaincu que la lutte armée à un moment du processus révolutionnaire est nécessaire.* » C'est indéniable : en tirant le bilan des impasses de la lutte armée individuelle contre des patrons individuels, mais surtout des expériences des luttes de classe et de masse du XIXe et du XXe siècles, le prolétariat et la masse des exploités devront apprendre à se défendre par tous les moyens contre la violence de l'État bourgeois : contre son gouvernement qui déjà aujourd'hui, alors que la situation n'est nullement révolutionnaire, s'en prend aux libertés démocratiques ; contre sa police qui déjà aujourd'hui criminalise les militants syndicaux de lutte et réprime par la violence les jeunes des quartiers populaires, les piquets de grève et bien des manifestations ; contre son armée qui aujourd'hui occupe l'Afghanistan, le Liban et plusieurs pays d'Afrique, au compte des multinationales françaises et des intérêts diplomatico-stratégiques de la France ; et contre sa « Justice » qui broie des milliers de « petits délinquants », libère bien vite les Papon, mais s'acharne contre les prisonniers politiques révolutionnaires bien au-delà des « périodes de sûreté », que ce soient ceux d'Action directe, le militant libanais Georges Ibrahim Abdallah ou d'autres.

Bref, il n'y a *rien* dans l'interview de Jean-Marc Rouillan qui puisse justifier une quelconque condamnation de ses propos par les révolutionnaires dignes de ce nom. Tout au contraire, il pose les bonnes questions. Pour sa part, le Groupe CRI a manifestement des désaccords avec ce camarade, notamment sur la conception du parti, et il ne se réclame pas de la stratégie d'un militant révolutionnaire comme Che Guevara². Mais il estime que les questions de la révolution et de la stratégie révolutionnaire non seulement peuvent, mais doivent être discutées au sein du processus NPA, surtout au moment où s'amorcent les débats sur son programme et son nom même. Le futur parti sera ce que ses membres, travailleurs et jeunes, en feront par leurs libres discussions et leurs actions communes. C'est pourquoi *il ne faut rien céder à la pression des médias et des politiciens bourgeois : il est bien normal que ceux-ci soient hostiles à la construction d'un véritable parti anticapitaliste, et il est clair que la fréquence de leurs crachats sera un thermomètre limpide pour mesurer son niveau révolutionnaire !*

<p style="text-align: center;">La direction de la LCR multiplie les déclarations pacifistes, qui ne peuvent que désarmer les travailleurs et les peuples opprimés</p>
--

De ce point de vue, on ne peut que s'interroger sur la fonction des multiples déclarations pacifistes des dirigeants de la LCR. Selon François Sabado, « *les révolutions ne sont jamais violentes, ce sont les contre-révolutions qui le sont* ». Pourtant, il est clair que, si les révolutionnaires attendent de subir la violence de la contre-révolution avant de prendre les armes, ils n'auront aucune chance de gagner ! Selon Alain Krivine, « *le grand soir, ce n'est pas forcément la lutte armée, mais un bouleversement radical, un Mai 68 poussé jusqu'au bout* ». Et Besancenot dit la même chose. Pourtant, l'expérience des toutes les mobilisations révolutionnaires du prolétariat, de juin 1848 en France à 1973 au Chili, de la Commune de Paris au massacre de plusieurs dizaines de travailleurs boliviens en octobre 2003, prouvent que la bourgeoisie et ses alliés ne laissent *jamais* mettre en cause leur pouvoir sans se défendre par la violence, jusqu'à l'écrasement des révolutionnaires et du prolétariat organisé !

Concrètement, si l'on applique cette orientation de la LCR aux situations contemporaines, cela signifie-t-il par exemple qu'il faille appeler les Palestiniens à subir les attaques israéliennes sans réagir et à organiser un sit-in dans la bande de Gaza et en Cisjordanie jusqu'à ce que les chars sionistes les écrasent ? Cela signifie-t-il qu'il faille appeler les Afghans qui résistent à l'occupation impérialiste à rendre leurs armes et à demander gentiment à l'OTAN de bien vouloir partir, s'il vous plaît ? Cela signifie-t-il qu'il faille appeler les ouvriers et paysans boliviens qui subissent aujourd'hui les provocations violentes des patrons séparatistes fascisants à ne pas se défendre les armes à la main et à s'en remettre au bon vouloir du gouvernement de Morales, alors que celui-ci cherche un terrain d'entente avec les séparatistes qui ont déjà tué plusieurs dizaines de travailleurs ?³ Et demain, en France même, si la crise économique ruine les travailleurs, fait exploser le chômage, plonge des millions de familles ouvrières

² Cf. l'article critique dans Le CRI des travailleurs n° 29, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=438>

³ Cf. la déclaration de la LOR-QI, section bolivienne de la FTQI dont le Groupe CRI est section sympathisante, sur le site <http://groupecri.free.fr/article.php?id=540>

supplémentaires dans la misère, et que cela engendre des révoltes et des luttes de classe bien plus puissantes que ces dernières années, peut-on croire que l'État bourgeois se contentera de gérer pacifiquement et « démocratiquement » la situation ? N'est-il pas évident que les tensions sociales s'exacerberont, que la violence de la bourgeoisie contre les luttes ouvrières se déchaînera et qu'il faudra donc appeler le prolétariat à s'auto-défendre, y compris par la violence organisée de masse ?

Le Groupe CRI soumet à la discussion le programme de la IVe Internationale sur la question de l'indispensable auto-défense et de l'armement du prolétariat

Dans le cadre de la libre discussion au sein du processus NPA, les militants du Groupe CRI défendent pour leur part le Programme de la IVe Internationale fondée par Léon Trotsky⁴. On y lit notamment : « *La crise actuelle peut exaspérer au plus haut point le rythme de la lutte des classes et précipiter le dénouement. Il ne faut cependant pas croire qu'une situation révolutionnaire surgit d'un seul coup. En réalité, son approche est marquée par toute une série de convulsions. (...) [Il s'agit] d'aider l'avant-garde prolétarienne à comprendre le caractère général et les rythmes de notre époque, et de féconder à temps la lutte des masses par des mots d'ordre de plus en plus résolus et par des mesures organisationnelles de combat. L'exacerbation de la lutte du prolétariat signifie l'exacerbation des méthodes de contre-offensive de la part du capital. (...) Le travail préparatoire se mène dès maintenant dans les états-majors des trusts. Malheur aux organisations révolutionnaires, malheur au prolétariat s'ils se trouvent de nouveau pris à l'improviste ! La bourgeoisie ne se contente nulle part de la police et de l'armée officielle. (...) Les politiciens de la IIe et de la IIIe Internationales, de même que les bureaucrates des syndicats (...), les réformistes inculquent systématiquement aux ouvriers l'idée que la sacro-sainte démocratie est assurée au mieux lorsque la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les ouvriers désarmés. Le devoir de la IVe Internationale est d'en finir, une fois pour toutes, avec cette politique servile. (...) Les **piquets de grèves** sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de **détachements ouvriers d'autodéfense**. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. (...) C'est seulement grâce à un travail systématique, constant, inlassable, courageux, dans l'agitation et la propagande, toujours en relation avec l'expérience des masses elles-mêmes, qu'on peut extirper de leur conscience les traditions de docilité et de passivité; éduquer des détachements de combattants héroïques, capables de donner l'exemple à tous les travailleurs; infliger une série de défaites tactiques aux bandes de la contre-révolution; accroître la confiance en eux-mêmes des exploités et des opprimés; (...) frayer la voie à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Engels définissait l'État comme des "détachements de gens armés". **L'armement du prolétariat** est un élément constituant indispensable de sa lutte émancipatrice. Quand le prolétariat le voudra, il trouvera les voies et les moyens de s'armer. »*

Ce programme n'est certes pas à prendre ou à laisser. Mais, comme l'interview de Jean-Marc Rouillan à *L'Express*, comme les textes actuels et notamment les déclarations pacifistes de la LCR, comme le témoignage de Clémentine Autain sur son soutien à Delanoë, il constitue une contribution au débat concernant la délimitation et le programme d'un parti anticapitaliste révolutionnaire. C'est en tout cas sur cette base, et au moyen de ses propres élaborations politiques, que les militants du Groupe CRI continuent et continueront de participer au processus NPA.

Dans l'immédiat, ils appellent les comités et militants du NPA à

- **soutenir inconditionnellement le droit de Jean-Marc Rouillan à participer sans conditions au processus NPA et à y défendre ses idées ;**
- **mener la discussion démocratique sur la question de la révolution et de la stratégie révolutionnaire dans le cadre du débat sur le projet de programme du futur NPA ;**
- **exiger de la direction de la LCR et du prochain Collectif d'Animation National du processus NPA qu'ils engagent immédiatement, en toute indépendance à l'égard des pressions politiques et médiatiques de la bourgeoisie, une puissante campagne nationale non seulement contre sa réincarcération, mais pour la remise en liberté immédiate, inconditionnelle et définitive du camarade Jean-Marc Rouillan, comme des autres prisonniers d'Action directe et de Georges Ibrahim Abdallah.**

⁴ Cf. le récent article spécial à l'occasion du 70^e anniversaire de sa fondation, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=541>